

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM

ZIP RHENANE NORD RD 52

68600 Biesheim

Références : 0006700469_2023_02_24_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-rabattement-nappe
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2023 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite sur site a été réalisée en vue de vérifier les hypothèses du dossier de notification de modifications des conditions d'exploiter déposé par l'exploitant en décembre 2022 quant à la mise en oeuvre d'un rabattement de nappe dans le cadre des travaux à effectuer pour le chantier "FD6". Ce dossier en cours d'instruction par les services de l'inspection pourrait, au vu des seuils quantitatifs atteints en termes de prélèvement d'eau, être soumis aux critères de substantialité mentionnée à l'article R.181-46 du code de l'environnement. L'inspection sur site a également pour objectif d'apprécier la substantialité du projet décrit.

L'inspection a été mise à profit pour contrôler un ensemble de dispositions réglementaires liées aux prélèvements d'eaux du site, et aux dispositions ministérielles générales s'appliquant à la rubrique "IOTA" 1.1.1.0 au travers de l'arrêté ministériel du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurelles. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 autorisant Constellium à exploiter un ensemble d'iCPE qui concourent à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
1	Conditions de suivi et surveillance des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Lettre préfectorale	3 mois
6	Conditions d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 7	Lettre préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites des prélèvements d'eaux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 4.1.1	Feront ultérieurement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire
3	Conditions de suivi et surveillance des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 4.1.4	Sans objet
4	Conditions d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4	Sans objet
5	Conditions d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site mettent en avant deux situations de non-conformité, l'une liée au suivi des prélèvements (non-conformité "organisationnelle"), l'autre liée à la conception des ouvrages de prélèvement (non-conformité technique). L'exploitant a pu transmettre un engagement de mise en conformité circonstancié concernant la non-conformité technique, l'exploitant mentionne une mise en conformité pour le 15 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de suivi et surveillance des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau et de sa qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre

éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
<p>Constats : Les volumes prélevés par l'exploitant excèdent les 100m³/j, à ce titre et en application des dispositions ministérielles, il lui appartient de mettre en place un suivi journalier de ses prélèvements. Au jour du contrôle sur site, l'exploitant n'avait pas connaissance de cette disposition ministérielle et appliquait la disposition préfectorale en la matière qui imposait uniquement une surveillance mensuelle à l'exploitant. Par transmission du 24/03/2023, l'exploitant a été en mesure de démontrer qu'il met en œuvre depuis le 01/02/2023 un suivi journalier de ses prélèvements, hors week-end (les personnes effectuant le relevé des compteurs ne travaillant pas les week-end, il réalise donc une estimation extrapolée), bien qu'il y ait des prélèvements pendant ces périodes supérieurs à 100m³/j (examen du registre de suivi transmis par l'exploitant). Ces éléments sont à considérer comme une situation de non-conformité aux conditions d'exploiter. L'exploitant a cependant lors de sa transmission du 23/03/2023 précisé que la mise en place de compteurs automatiques était à l'étude afin de pouvoir respecter les dispositions qui lui sont opposables.</p> <p>Concernant les nouveaux ouvrages de prélèvements du chantier FD6, de la même manière l'exploitant comptabilise journalièrement depuis le 01/03/2023 les volumes prélevés dans les eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites des prélèvements d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau et de sa qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés, en dehors des périodes de sécheresse, dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement maximal annuel (m³) : 25 000 000 • Débit maximal horaire (m³/h) : 6 000
<p>Constats : L'analyse de la déclaration annuelle des émissions polluantes pour l'année 2022 et du registre de suivi de l'exploitant ne montre pas d'incohérence. Les quantités d'eaux souterraines prélevées sur 2022 sont de 18 267 701 m³. Cette valeur est inférieure à la valeur limite prescrite.</p> <p>Concernant la valeur limite horaire cette dernière est jugée non pertinente. En effet, elle n'est pas cohérente avec le pas de temps de contrôle fixé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 tel que vu dans le point de contrôle précédent (journalier), et n'est pas justifiée au vu des enjeux sur la ressource en eaux et les éléments de connaissance à dispositions de l'inspection pour analyser avec recul cette valeur. Une valeur maximale journalière est à prescrire en lieu et place de la valeur limite horaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Fera ultérieurement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire

N° 3 : Conditions de suivi et surveillance des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau et de sa qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prélèvement d'eau en nappe :</p> <p>Les installations sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur de type volumétrique.</p>

<p>Constats : Il a pu être constaté la présence sur site de compteurs volumétriques sur les ouvrages de pompage en place. En lien avec les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel détaillées ci-avant, l'exploitant a pu mettre en place depuis le 01/03/2023 un suivi journalier des ouvrages de pompage.</p> <p>L'inspection a également pu contrôler en lien avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/03 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration (rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0), que les compteurs mis en place n'avaient pas la possibilité d'être remis à zéro (un code d'accès aux paramètres est mis en place, uniquement détenu par l'installateur des compteurs).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau et de sa qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun sondage, forage, puits, ouvrage souterrain, ne peut être effectué à proximité d'une installation susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines.</p> <p>En particulier, ils ne peuvent être situés à moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 mètres des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ; - 35 mètres des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ; - 35 mètres des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines. <p>[...]</p> <p>Les distances mentionnées ci-dessus peuvent être réduites, sous réserve que les technologies utilisées ou les mesures de réalisation mises en œuvre procurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.</p>
<p>Constats : Les éléments constatés sur site et transmis par l'exploitant permettent de conclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'aucun stockage de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines n'est situé à moins de 35 mètres des ouvrages souterrains. - qu'aucun réseau transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines, n'est présent à moins de 35 mètres des ouvrages souterrains, - la zone de stockage des déchets non dangereux du site est située à moins de 200 mètres des ouvrages souterrains, mais à plus de 35 mètres. <p>L'exploitant a formulé dans son dossier de porté à connaissance du 20 décembre 2022 une demande d'aménagement à cette prescription compte tenu de l'absence de risque de transfert de pollution de la zone déchets (déchets non-dangereux solides) vers les zones de présence des ouvrages souterrains. La demande formulée par l'exploitant correspond aux critères mentionnés au dernier alinéa de la prescription contrôlée. Ainsi, sous réserve du respect des dispositions relatives à la construction des ouvrages, il peut être considéré que la prescription est respectée. En effet compte tenu de la présence de déchets uniquement non-dangereux solides et compte tenu de la configuration des zones sur site, la distance d'éloignement existence est suffisante pour prévenir tout risque de pollution des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau et de sa qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'organisation du chantier prend en compte les risques de pollution, notamment par déversement accidentel dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains. Les accès et stationnements des véhicules, les sites de stockage des hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier.
Constats : L'exploitant a mis en place des procédures dans le cadre de son chantier afin de répondre à la disposition contrôlée. Elles sont notamment retranscrites dans les documents « PGC » (Plan Général de Coordination), le « PPSPS » (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) et le "pass" dispensé aux entreprises extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau et de sa qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel.[...]. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. [...]
Constats : Il a pu être constaté lors du contrôle sur site que les forages mis en place ne répondaient pas à la prescription contrôlée. Les forages étaient constitués uniquement d'une crépine métallique enfoncée dans le sol, sans cimentation de l'espace inter-annulaire. Les ouvrages tels que réalisés ne répondaient pas à l'objectif de protection des eaux souterraines tel que formulé dans la prescription. Faisant suite au contrôle, l'exploitant a transmis un ensemble de documents démontrant qu'il avait repris la conception des forages pour 7 des 11 puits. Un des puits ne sera pas utilisé et doit être comblé, 3 des puits restants ne peuvent en l'état pas être modifiés, car des travaux de terrassement doivent encore être réalisés. L'exploitant a transmis le 28/03/2023 un planning de mise en conformité des puits restants. L'exploitant prévoit une mise en conformité pour les puits restants avant le 15 avril 2023. Bien que l'exploitant ait initié la mise en conformité de ses ouvrages, compte tenu des travaux résiduels à effectuer, l'inspection des installations classées considère la non-conformité persistante. L'exploitant a enregistré le volume de béton injecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois